

La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et ses droits politiques soient l'ensemble de nos activités.

A. Sékou Touré

FOROYA

Rédaction - Administration
Publicité
Adresse Télégraphique : Aguires
B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE
ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE
DE GUINEE
EDITE PAR LA REGIE NATIONALE DE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

Page 3
L'unité de l'Afrique
Conférence de Londres sur la Gambie
Le monde en bref
Page 4
U Thant à Rangoon

Grand meeting d'information à la Permanence Nationale du P.D.G.

Addis Abéba avait été la recherche de l'Afrique par elle-même...

Le Caire a été la consolidation des bases de son unité...

Tel est le sens qui se dégage de l'exposé magistral fait dimanche par le Chef de l'Etat devant les militants de la capitale

LE Bureau Politique National du Parti Démocratique de Guinée a tenu dimanche après-midi un important meeting dans la salle des congrès de la Permanence nationale. Au cours de ce meeting, le secrétaire général du Parti, le Président Ahmed Sékou Touré, a fait devant les militants de la capitale le compte-rendu des travaux du second « sommet » africain du Caire.

Après avoir affirmé tout d'abord que la conférence du Caire a dépassé en valeur tout ce qu'on aurait pu accorder à celle d'Addis-Abéba, le Président Ahmed Sékou Touré a rappelé les facteurs positifs et négatifs qui ont permis de réussir le premier sommet africain.

Premièrement, l'Afrique était dans la plus part de ses pays libérée. Chacun de ces pays affirmait dans le domaine de la politique nationale et internationale, une volonté de servir la cause supranationale de l'Afrique. Chacun, se référant à la somme des valeurs et des vertus qui incarnent les populations de notre continent et se présentait comme un défenseur acharné de ces valeurs.

Deuxièmement, toutes les organisations africaines, mouvements de femmes, de jeunesse, organisations syndicales, professionnelles, écrivains, artistes, tous ceux qui parlaient au nom de l'Afrique affirmaient leur commune volonté de voir l'Afrique s'unir, s'engager dans la voie du progrès et d'égaliser toutes les autres nations.

Troisièmement, dans la réalité de l'exercice du pouvoir, tous les gouvernements se sont rendus compte que l'indépendance n'est un moyen et non une fin, et que cette fin, pour être réalisée dans les meilleures conditions impliquait l'utilisation de toutes les forces créatrices que recèle l'Afrique, de tous les moyens matériels, moraux et intellectuels que possède l'ensemble des peuples africains.

Quatrièmement, chaque nation et chaque peuple pris individuellement se rendait compte que l'Afrique, c'est l'ensemble des nations et des peuples.

Cinquièmement, les premières tentatives d'unité avaient échoué, elles s'étaient arrêtées à mi-chemin.

Dans les éléments négatifs, le Chef de de l'Etat a situé l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et toutes les féodalités qui leur sont favorables.

Le secrétaire général du Parti Démocratique de Guinée a noté que le lendemain de la conférence d'Addis-Abéba a été un nouveau réveil pour l'Afrique, que dans la plupart des Etats, des mouvements ont été organisés pour faire perdre le nouvel esprit et enfermés chaque gouvernement dans ses propres contradictions. Il a dit par

ailleurs que tous ces mouvements ont été rendus possibles parce que l'Etat, dans beaucoup de pays africains ne repose pas son pouvoir sur le peuple.

Poursuivant son exposé, le Président Ahmed Sékou Touré a déclaré que si Addis-Abéba a été la conférence de la recherche de l'Afrique par elle-même, ce qui a permis d'arrêter les bases concrètes d'une action possible dans le cadre de la repersonnalisation de l'Afrique, le Caire a été celle de la consolidation de ces bases. Il a dénoncé vigoureusement toutes les tentatives de la réaction tendant à compromettre la réunion au sommet du Caire, notamment autour du problème congolais. Parlant ensuite des différentes conceptions qu'on avait de l'Unité, il a dit en substance :

« L'unité, pour l'impérialisme et ses suppôts, devait servir de couverture au-dessous de laquelle toutes les machinations

toutes les combinaisons, toutes les louches activités peuvent être permises, pourvu que l'on crie matin et soir : « unité de l'Afrique » et que l'on continue derrière le paravent à servir la cause de l'impérialisme et du colonialisme.

« L'unité devait être considérée comme un code d'entente entre les Chefs d'Etats, entente voulant surtout dire complicité.

On parlerait alors de l'Afrique, du devenir africain qui serait le dénominateur commun, tout cela reposant sur des politiques contradictoires, des activités n'ayant aucune commune nature, aucune identité de vue.

Pour les Africains conscients que les hommes font l'histoire.

conscients du fait que jamais l'Afrique ne sera heureuse en dehors des efforts des peuples africains, ceux-la savaient que l'unité est indispensable, mais l'unité comme construction de tous les jours, comme moyen de tous les jours, moyen d'action.

L'unité était vue donc exclusivement sous l'angle d'un moyen efficace pour accélérer l'émancipation de l'Afrique. L'action africaine n'est possible qu'autour d'un programme.

Donc, parler d'unité, a poursuivi le Chef de l'Etat, c'est implicitement proposer un programme conséquent, déterminer des moyens de travail, des for-

(Suite page 2)

Activités syndicales

Les commissions de travail de la C. N. T. G.

Nos lecteurs ont pu lire dans nos colonnes le texte de l'important communiqué publié à l'issue de la journée d'étude, le 20 juillet 1964, de la Commission administrative de la C.N.T.G. Rappelons qu'au cours des travaux, ont été nommées des commissions de travail dont voici la liste et les membres :

- COMMISSION FEMININE**
- Présidente :**
Hadja Loffo Camara
- Vice-présidente :**
Mme Diané, née Kéita Nankoria
- Secrétaire :**

- Mme Safiatou Mato
- Membres :**
- Mmes Mariama Ciré Barry
Marguerite Romage
Dielissaramba Kouyaté
Koumba Diagne
Louise Soumah
Jeanne Camara, née Martin
Ramatoulaye Camara, née Barry
Aïssatou Diallo
Hélène Romage, née Barry
Fatou Bangoura, née Koïta

(Suite page 2)

Sessions budgétaires dans nos Régions

DEPUIS près d'un mois les activités dans nos Régions sont surtout marquées par les sessions budgétaires 1964-65.

Sur toute l'étendue du territoire national, responsables politiques et administratifs se penchent sur la gestion de leurs finances afin de trouver à la lumière des débats autour de l'exercice écoulé et des expériences vécues, des solutions pratiques applicables à chacune de nos régions.

Forécariah

C'est ainsi que, les 23 et 24 juillet, le conseil général de la Région administrative de Forécariah a tenu sa session budgétaire 1964-65.

Dès l'ouverture de la session, le gouverneur de région, M. Camara Balla qui présidait a fait observer une minute de silence à

la mémoire du regretté M. Keita Ouremba, vice-président de l'Assemblée Nationale décédé à l'hôpital Ballay, dimanche 19 juillet.

Les conseillers ont eu ensuite à examiner le projet de budget de l'année 1964-65, une demande de prêt formulée par le centre d'ananas de Wolifouyah et quelques questions domaniales.

Le budget de l'année 1964-65 a été longuement discuté chapitre par chapitre, article par article, pour être finalement arrêté à la somme de 76.535.000 fr. Le Conseil général a ensuite analysé la demande de prêt du centre d'ananas de Walifouyah et solutionné les questions de domaines.

Dans son discours de clôture, M. Camara Balla, au nom du Bureau Politique National et du gouvernement, a remercié les conseillers pour leur clairvoyance et leur objectivité dans la gestion des affaires de la Région.

(Suite page 2)

La vie dans la Nation

Meeting du B. P. N.

(Suite de la première page)

mes et des modalités d'association de ces moyens.

Il a ajouté : « Au Caire, la conscience progressiste a tendu justement à déterminer de manière concrète les bases et les conditions de cette action. C'est pourquoi l'on peut dire qu'à Addis-Abéba, à la fois le politique et le sentimentalisme ont prévalu, tandis qu'au Caire, c'est la raison qui a pris le pas, c'est-à-dire les bases concrètes de l'évolution de l'Afrique, indépendamment de toute question sentimentale.

Le Président de la République a alors cité plusieurs importantes décisions arrêtées par la conférence des Chefs d'Etats et de gouvernements africains. C'est d'abord l'admission de toutes les organisations panafricaines comme départements spécialisés de l'O.U.A., l'organisation d'un Marché Commun Africain comme première étape de la création d'une Communauté Economique Africaine. C'est ensuite l'adhésion de tous les Etats africains à une Banque Africaine. Les Télécommunications et les Transports figurent parmi les objectifs à réaliser.

A propos du gouvernement continental, le Président Ahmed Sékou Touré, après avoir rappelé

la position de notre Parti et indiqué les conditions de son succès, a dit que le principe en a été admis par l'ensemble des Chefs d'Etats et qu'une commission chargée d'étudier les conditions de son installation future a été constituée.

Il a loué le rôle particulièrement important joué dans ce sens par les Présidents Gamal Abdel Nasser et Ahmed Ben Bella.

Abordant le chapitre de la décolonisation, le Chef de l'Etat a notamment souligné la décision de la conférence tendant à rendre obligatoire la contribution des Etats membres pour l'aide aux Mouvements de Libération Nationale. Il a annoncé sous les applaudissements nourris qu'un camp d'entraînement des nationalistes sera créé conformément aux décisions du Comité des Neuf.

S'agissant de la désignation du secrétaire général de l'O.U.A., le Président Ahmed Sékou Touré a rappelé également les moyens perfides employés par les ennemis de l'unité africaine pour compromettre la réalisation des décisions d'Addis-Abéba. Il a réaffirmé que la Guinée n'avait sollicité ni siège, ni poste.

Ce vote, a-t-il dit, est significatif, car il est le premier auquel ont procédé les Chefs d'Etats

depuis la création de l'O.U.A. Il a apporté la preuve qu'aujourd'hui, ce ne sont plus ni « Casablanca », ni « Monrovia », ni « Brazzaville », ni l'« U.A.M. » qui déterminent la réalité de l'O.U.A., c'est la conscience de l'unité qui commence à s'imposer. Il a démontré aux impérialistes (le comprennent-ils ?) que les jeux de division ne paient plus et que pour les pays africains, ce qui compte, ce n'est pas la richesse, ni l'importance démographique, mais la clarté de leur politique, la signification de leur option, leur attitude concrète vis-à-vis des problèmes d'intérêt général intéressant l'Afrique et son devenir.

« Ces vérités se sont imposées et c'est la leçon que nous pouvons en tirer. Elles font honneur à la politique guinéenne et doivent nous encourager à fournir davantage d'efforts pour la cause de l'Afrique et de son progrès. » Après avoir rappelé la thèse du Parti selon laquelle une confiance n'est méritée qu'en partie si on ne la confirme pas par son action de tous les jours, en remplissant avec dignité et conscience le rôle qui nous est assigné.

Le Président Ahmed Sékou Touré a déclaré encore : « C'est dire donc que la Guinée doit rehausser sans cesse la valeur de sa contribution au développement de l'Afrique et essayer d'être toujours parmi les meilleurs et les plus désintéressés.

Il a souligné pour cela la nécessité pour le peuple de Guinée de remplir tous les objectifs économiques et sociaux qu'il s'est fixés. Il a dit : « Tout progrès que nous pourrions réaliser dans le domaine économique sera un coup décisif porté à l'impérialisme qui ne cesse de nous discréditer, et à travers nous, l'Afrique, un coup décisif aux ennemis camouflés de notre pays de l'indépendance africaine. »

Le meeting du B.P.N. s'est terminé aux cris de vive l'O.U.A., vive la Révolution, vive la Révolution Démocratique Africaine.

BARRY M. Arbaba.

Information
au service du
peuple et de
sa révolution

IMPRIMERIE NATIONALE
PATRICE-LUMUMBA

Nouvelle Syndicale

(Suite de la première page)

Nima Sow
Claris Curtis
Tiguidanké Soumah
Fanny Hegan
Mariame Bangoura, née Sampil
Mlles Catherine Turpin
Zeïnab Zabab

COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Président :

Barry Sory

Vice-président :

Kémoko Coulibaly

Membres :

Mmes Loffo Camara
Nankoria Diané
MM. Famo Camara
Ibrahima Baro
Diallo Alpha Taran
Sory Sidibé
Sékou Camara
Laminé Fofana
Issioga Soumah
Kindi Diallo

COMMISSION D'ORGANISATION

Président :

Momo Touré

Vice-président :

Abdoul Rahim Faye

Membres :

MM. Momo Bangoura dit Konimodou
Mamadouba Kéita
Kémoko Traoré
El-Hadj Fodé Touré
Samuel Touré
Boubacar Diallo
Condetto Touré
Abdoulaye Sow

COMMISSION DE LA PRESSE ET DE L'EDUCATION

Président (Directeur de publication) - Habib Bah

Administrateur :

Alaphaix Kourouma

Gérant :

Balla Traoré

Membres :

MM. Diallo Alpha Tara
Jean-Baptiste Deen
Lancinet Sylla
Sékou Kaba
Mme Saïfatou Meto
MM. Mamadou Daff
Fadia Kéita

Sessions budgétaires

Beyla

(Suite de la première page)

Parallèlement le Conseil général de Beyla a tenu sa session budgétaire dans la salle de délibération du bloc administratif de la Région. Le montant du budget 1964-65 a été fixé à 79.153.300 fr. en recettes et dépenses pour le fonctionnement, et à 35.031.500 Fr. pour l'équipement de la Région.

Le président du Conseil M. Condé Mamadifing et M. Chérif Sékou, gouverneur de Région ont tour à tour remercié les conseillers dont ils ont sollicité le concours pour la réalisation effective des décisions prises à la session.

Kissidougou

C'est également en présence des autorités politiques et administratives que le conseil général de Kissidougou a débuté le 21 juillet les travaux de la session budgétaire 1964-1965.

Le gouverneur de la Région, après avoir remercié les conseillers généraux pour les efforts déployés dans la popularisation des mots d'ordre du parti et des recommandations de la conférence du conseil national de la Révolution de Gueckédou, s'est félicité de la détermination des producteurs de la Région qui par leur patriotisme ont permis la commercialisation de la presque

totalité des tonnages de café et de palmistes.

Après avoir indiqué les tâches qui restent à accomplir pour apporter une contribution toujours de qualité au progrès économique de la République, le chef de la région a proposé à l'examen des conseillers généraux le budget régional établi en recettes et en dépenses à la somme de 123 millions de frs dont 41 millions pour l'équipement. Les conseillers ont adopté par acclamation le budget qui marque une nette augmentation par rapport au précédent.

Le président du conseil, en déclarant close la session budgétaire a invité les conseillers généraux à redoubler d'initiatives et de courage, de retour dans leurs arrondissements.

Production:

Critère de
tous ceux qui
se réclament
de notre
Révolution

Les émissions de la voix de la Révolution

La Voix de la Révolution Radiodiffusion de la République de Guinée émet de Conakry le matin et la mi-journée sur :
214 m. 1403 kes en ondes Moyennes.
48 m. 74, 6155 kes.

et 88 m. 60, 3385 kes en Ondes Courtes.
Le soir en Ondes Moyennes sur :
214 m. 1403 kes et en Ondes Courtes.
Sur 88 m. 60, 3385 kes et 34 m 08 9.650 kes.

Programme d'aujourd'hui

12 h 32 : Déjeuner en musique.
12 h 45 : Journal parlé.
13 h 00 : Avis et communiqué.
13 h 15 : Orchestre nationale.
13 h 30 : Fin d'émissions.
16 h 00 : Chants et musique des fédérations.
16 h 20 : Le monde rural en foulah.
16 h 45 : Avis et communiqués.
17 h 00 : Journal parlé.
17 h 20 : Informations en soussou.
17 h 45 : Informations en foulah.
18 h 10 : Informations en malinké.
18 h 35 : Informations en Kissi.
19 h 00 : Informations en Toma.
19 h 25 : Informations en Guéréz.
19 h 45 : Chronique éducative.

20 h 00 : Journal parlé.
20 h 30 : Buletin en Anglais.
20 h 40 : Avis et communiqués.
20 h 55 : Intermède Cora et Balafon.
21 h 00 : Le Magazine des Jeunes.
21 h 30 : Chansons des Jeunes.
21 h 55 : Intermède.
22 h 00 : Le Travailleur de Guinée.
22 h 30 : Journal parlé.
22 h 45 : Chansons épiques du P.D.G.
23 h 45 : Connaissances des organismes internationaux.
23 h 40 : Intermède.
23 h 45 : Journal parlé.
0 h 00 : Arrêt des émissions.

La Guinée... l'Afrique... le monde...

L'UNITE DE L'AFRIQUE

AU lendemain de la seconde conférence au sommet du Caire, qui a vu la consolidation des bases de l'unité africaine, nous pensons qu'il n'est pas inutile de rappeler ici ce qu'écrivait le Président Sékou Touré, parlant du Monde et du destin de l'Afrique.

L'aspiration unanime des peuples africains à l'unité ne se réalisera ni autour d'un homme, ni autour d'un pays, mais autour d'un programme concret commun, aussi minime soit-il. Les règles de cette union doivent favoriser et renforcer des notions précises ayant acquis droit de cité : l'égalité de tous, grands et petits, la solidarité fraternelle dans leurs rapports, la mise en commun de certaines ressources, le respect de la personnalité et des institutions de chaque Etat. Aucun d'eux ne cherchera à intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat, mais se fera un devoir de l'aider à résoudre ses problèmes. Si nous ne réalisons pas rapidement cette solidarité concrète qui permettra une évolution pacifique et rapide de nos pays, nous risquons de voir bientôt la guerre froide s'installer dans nos murs, c'est-à-dire diviser nos forces antagonistes et en blocs hostiles des Etats africains dont l'avenir commun n'en sera que davantage compromis.

L'évolution pacifique et harmonieuse de nos nations exige une loyale et large coopération mutuelle entre nos Etats. Nous avons toujours pensé que l'Afrique doit se considérer comme un corps humain sur lequel, quand un doigt est coupé, le corps entier en souffre. La prise de conscience de l'identité de condition des Etats et de l'avenir de nos peuples ne peut raisonnablement que diriger nos efforts vers le développement de cette coopération mutuelle, vers le renforcement de cette solidarité active, vers la participation concrète et consciente de l'Afrique au progrès universel.

Quand nous parlons enfin de réhabiliter l'honneur d'Afrique, nous ne faisons preuve d'aucun chauvinisme, d'aucun racisme, mais obéissons plutôt à un impératif historique et moral. Nous avons assez souffert de l'ignominie, de la méchanceté et du mépris des autres.

Le "re d'emploi"

L'ONAH (Office National des Hydrocarbures) recherche un secrétaire de direction bien qualifié connaissant la sténographie.

S'adresser au Directeur de l'ONAH à Tumbo corniche Sud face à l'Ambassade du Libéria.

Nous devons faire en sorte qu'ils nous respectent désormais et cela, en nous respectant d'abord nous-mêmes dans l'exercice honnête et compétent de nos responsabilités humaines.

C'est là un problème de dignité et de conscience.

L'on a voulu voir dans la constitution de divers parlements africains, l'existence de tendances politiques antagonistes, alors qu'il ne s'agit là que des premières manifestations concrètes de l'unité. Ces manifestations s'inspirent de nécessités humaines et historiques.

N'en déplaisent aux esprits scientifiques, cette tendance unitaire ne peut aller qu'en s'accroissant. Les options politiques qui ne répondent pas aux nécessités, aux besoins, aux aspirations de nos peuples, il importe de s'en convaincre, seront infailliblement vouées à l'échec.

Quant au visage que prendra l'Afrique unifiée, quel que soit le choix politique qui l'orientera, celui-ci ne sera dirigé ni contre l'Est, ni contre l'Ouest; il sera surtout, et essentiellement le rectum de l'émancipation et du progrès de l'Afrique et de ses peuples. Dans la lutte émancipatrice que mènent nos peuples, il n'y a pas place pour des choix négatifs, il y en a que pour des pensées positives et les actions constructives.

Ce qui sera détruit ou défait au cours de cette lutte, c'est ce que les exigences historiques, les besoins humains, les forces du progrès voueront à la démolition, à la disparition.

A vouloir interpréter le comportement de l'Afrique en fonction du capitalisme, du communisme, on néglige souvent le fait fondamental que les conditions actuelles de l'Afrique ne répondent ni aux données du capitalisme, ni à celles de l'édification du communisme, telles qu'elles sont généralement admises.

La voie qui s'ouvre à l'Afrique est celle de la révolution pacifique. Les moralités des actes de ses peuples compte bien plus que les formes que ceux-ci revêtent ici ou là et les conditions qui les caractérisent. La nature de l'action dérive essentiellement de la volonté de transformations qualitatives désirées par nos peuples. Que certains pensent que le socialisme répond mieux aux fins de la révolution africaine, que d'autres pensent, au contraire, qu'il est préférable, en dépit de l'inexistence de capital national, d'épouser les principes capitalistes,

cela n'empêchera pas qu'en dernier ressort, il appartiendra à nos peuples de décider de leur sort car ce sont eux qui sont appelés à consentir les sacrifices, les efforts de création devant assurer le développement de l'Afrique. Or, la conscience de ces peuples est suffisamment aiguisée pour leur permettre d'apprécier la voie dans laquelle ils choisissent de s'engager.

Nos peuples tiennent compte, pour apprécier leur destin et se déterminer, des réalités du vingtième siècle : les immenses possibilités dont sera faite l'histoire humaine à venir et aussi les connaissances, les expériences, les découvertes accumulées au cours des siècles passés. Notre engagement sera à la mesure de cette expérience de moissons futures. Il contribuera efficacement au progrès universel, en tant que facteur de paix et de bonheur humain.

C'est en cela que le neutralisme de l'Afrique ne saurait signifier une indifférence coupable, une démobilitation politique; il est l'expression d'une confiance et d'une foi ardentes dans l'avenir heureux de l'humanité, une force participante, une attitude active, un véritable engagement dans la lutte pour l'avènement d'une « Société libre, fraternelle et solidaire ».

Espérons que les nations émancipées, et les peuples hautement développés puissent saisir dans toute sa portée universelle et sa signification positive en grand mouvement de l'histoire et y adhérer avec la volonté consciente d'apporter leur contribution pleine et entière à la construction d'une Afrique libre et prospère dans un monde de fraternité et de paix.

Message au Président Nasser

De retour dans son pays, le Président Sourou Migan Apithy, du Dahomey a adressé un message de sympathie au Président Gamal Abdel Nasser.

« Au moment où je regagne le Dahomey, je suis heureux de vous remercier pour la chaleur et la fraternité de l'accueil que m'ont réservé le peuple et le gouvernement égyptiens qui ont tout mis en œuvre pour rendre particulièrement agréable le séjour de la délégation du Dahomey.

« Je vous félicite pour votre action personnelle qui a permis le succès remarquable de la conférence. » Le Président dahoméen conclut : « Je vous adresse au nom du peuple et du gouvernement dahoméens l'expression de ma vive gratitude et de mon admiration pour l'œuvre gigantesque et de progrès que vous menez en faveur du peuple égyptien et de toute l'Afrique ».

La conférence de Londres sur l'indépendance de la Gambie

La conférence sur l'indépendance de la Gambie — qui a repris lundi matin à Londres — parviendra probablement vers la fin de la semaine à un accord sur la date de l'indépendance du dernier territoire encore sous domination britannique en Afrique Occidentale. Cette indépendance est prévue pour le début de 1965.

Le gouvernement gambien a demandé que le transfert de souveraineté s'effectue au milieu du mois de février, et il ne semble pas qu'il soit opposé des objections à cette demande.

La question de l'association, sous une forme ou une autre, de la Gambie et du Sénégal, est

aussi au centre des négociations. La Grande-Bretagne est favorable à cette association, mais la décision finale sera et doit être laissée aux gouvernements des deux pays, qui ont déjà eu des entretiens exploratoires à ce sujet.

Les travaux de la conférence sont présidés par lord Lansdowne, ministre d'Etat aux Affaires coloniales. Le chef de l'opposition, M. N'Jie, qui assiste à la conférence, a déclaré dès l'ouverture qu'il demanderait que de nouvelles élections aient lieu dans le pays avant l'indépendance.

Le monde en bref

Paris :

M. Ion Gheorghe Maurer, Président du Conseil roumain est arrivé lundi à Paris à la tête d'une importante délégation de son pays. La délégation roumaine s'entretiendra avec le gouvernement français, ouvrant ainsi une phase de l'amitié franco-roumaine.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation des Etats américains ont décidé d'imposer des sanctions économiques à l'encontre du Cuba.

La Syrie et l'Algérie ont commencé hier une série d'entretiens à Alger, qui permettront de conclure notamment des accords économiques, culturelles et techniques entre les deux pays.

Salisbury :

M. Molaoa Noko, représentant du mouvement nationaliste africain en Rhodésie du Sud a indiqué que deux membres de ce mouvement auraient été pendus en secret à Swelo.

Chypre :

Interrogé sur la situation à Chypre, l'Archevêque Makarios a déclaré que son gouvernement ne désire pas faire usage de la force, mais, ajoute-t-il, si les forces des Nations-Unies n'arrivent pas à normaliser la situation à Chypre, nous serons malheureusement obligés d'agir par tous nos moyens.

« Le problème du Chypre, a-t-il poursuivi, n'est pas, en lui-même compliqué, mais l'ingérence étrangère à des fins égoïstes le complique dangereusement : la menace d'une invasion étrangère est permanente ».

Le Caire :

M. Moktar Ould Daddah, Président de la République Islamique de Mauritanie, a quitté Alexandrie lundi après-midi pour Nouakchott. Il a été salué à son départ par le Président Nasser. De tous les chefs d'Etat africains qui ont assisté au Caire à la conférence de l'O.U.A., il ne reste plus au Caire que le roi du Bu-

rundi, dont le départ est prévu pour aujourd'hui.

Abidjan :

Les membres du Bureau Politique du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire se réunissent aujourd'hui sous la présidence du chef de l'Etat.

Lusaka :

La situation au Laos

Encore des nouvelles de combats au Sud-Est asiatique : des morts et des blessés à la suite d'attaque des forces de coalition. A vrai dire, on ne sait plus au juste si les forces neutralistes agissent seules ou si elles progressent avec l'appui des forces de droite. On apprend d'une part que la fraction neutraliste, pour s'opposer aux mouvements du Pathet Lao qui tente de l'encercler, a contre-attaqué et d'autre part que conjointement, forces de droite et de coalition opèrent dans le secteur nord de Phou Khoum, point vers lequel le Pathet Lao ferait converger ses forces de l'ouest et du nord.

En tout cas la bataille est déclenchée tantôt ici, tantôt là et des points stratégiques changent presque à chaque bataille de main.

D'autre part le gouvernement soviétique a fait une proposition pour une conférence à quatorze de Genève le mois prochain.

On se souvient que la Pologne avait fait une proposition pour une réunion restreinte et que jusqu'à la nouvelle proposition soviétique ce plan était à l'étude bien que farouchement combattu par les pays asiatiques intéressés par le problème.

Ainsi donc, les choses évoluent favorablement, car demander une conférence immédiate sur le Sud-Est asiatique pourrait éviter beaucoup de dégâts.

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITE

Organe
Quotidien
du
Parti
Démocratique
de GuinéeCOMPTE CHEQUES POSTAUX 6975
BANQUE REPUBLIQUE DE GUINEE
3-34-32

La conférence d'Addis Abéba sur les ressources hydrauliques a clôturé ses travaux

Des experts en matière de ressources hydrauliques rurales, venus de 27 pays africains et du Moyen-Orient, ont terminé une conférence d'une semaine après être parvenus à un accord sur les moyens de fournir aux villes la gestion et l'entretien des usines d'eau potable.

Le besoin primordial, dans les pays en cours de développement, ont-ils convenu, est un besoin en ingénieurs spécialistes des questions relatives aux ressources hydrauliques et de former suffisamment de cadres moyens pour la gestion et l'entretien des usines d'eau.

Les délégués ont reconnu que les réseaux de distribution locale devraient être gérés et entretenus à l'échelon local. Ils se sont également mis d'accord sur le fait que dans le domaine du développement des ressources en eau, il importait de ne dépendre que temporairement des pays industrialisés pour l'étude, la construction et la gestion.

M. Ato Assefa Mengesha, ministre adjoint au ministère éthiopien des Ressources hydrauliques, a déclaré que l'un des principaux obstacles au financement du développement

Sénégal

Une tornade détruit des habitations

Une violente tornade s'est abattue dimanche au nord de Dakar, détruisant 150 habitations et trois mosquées de la ville de Linguère. Les communications entre Dakar et la région où la tornade s'est abattue auraient été coupées.

Fédérations des villes jumelées contre la discrimination raciale

Des jeunes gens représentants de nombreux pays à la fédération mondiale des villes jumelées qui s'étaient réunis à Zerlida (Algérie) ont adopté une résolution demandant que les villes pratiquant la discrimination raciale ne puissent pas adhérer à la fédération et que le jumelage se fasse dans le sens de la liberté, de la dignité de l'homme et ne soutienne aucune politique de domination coloniale.

des ressources hydrauliques dans les campagnes réside dans le fait que bon nombre de pays ne disposent pas d'un plan de développement.

Il a ajouté qu'il importait d'arrêter un programme bien agencé de façon à attirer l'assistance des institutions financières.

La délégation éthiopienne a fait circuler une pétition, signée par les chefs de toutes les délégations, préconisant l'utilisation d'un slogan : « Tuyaux et pompes pour la santé » qui symboliserait l'effort mondial de développement pour l'approvisionnement en eau. La conférence a également suggéré la création d'une société professionnelle, une société interafricaine d'ingénieurs sanitaires, pour la mise en commun des renseignements relatifs aux ressources en eau.

11^e anniversaire du traité d'armistice de la guerre de Corée

Quand on signe un traité d'armistice, c'est d'abord dans l'espoir d'arrêter les guerres fratricides et après de trouver une solution négociée, donc trouver un terrain d'entente pour une paix durable.

Nous pensons qu'il devrait en être de même de l'armistice signé il y a aujourd'hui exactement 11 ans — 27 juillet 1953 — en Corée. Ce cessez-le-feu s'ajoutait au palmarès de victoire des forces mondiales de libération contre les forces de guerre.

Nous lisons dans la préface des accords d'armistice de la guerre de Corée que le but du cessez-le-feu est « d'assurer à arrêter complètement tous les actes d'hostilité et toutes les actions armées dans la Corée jusqu'à l'arrivée de la solution pacifique et finale ».

Tous les efforts devaient donc tendre à transformer l'armistice en paix durable.

Les efforts de réunification du peuple coréen, du Sud et du Nord, sont malheureusement combattus par l'impérialisme international, d'où menace de la paix en Extrême-Orient.

L'atmosphère politique en Corée du Sud est à la tension et à l'agitation et il y règne une terreur blanche. Il y a quelques semaines déjà, on apprenait que des centaines de professeurs, d'étudiants et de journalistes étaient arrêtés à Séoul (capitale de la Corée du Sud) et un peu partout à travers le pays. Des motifs d'une bana-

Le Dr Julius Nyérére rentre à Dar-Es-Salam

M. Julius Nyérére, Président de la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar est rentré dimanche à Dar-Es-Salam, venant du Caire.

Le Dr Nyérére a déclaré à propos du « sommet » africain, que celui-ci avait été un grand succès « en dépit des espoirs de nos ennemis. »

Il a ajouté en outre qu'il était satisfait des résultats de la conférence, laquelle a contribué au renforcement des institutions de l'O.U.A.

De son côté, le premier ministre du Malawi, le Dr Hastings Kamuzu Banda a quitté Dar-Es-Salam samedi pour Blantyre après un bref séjour de quarante huit heures dans la capitale tanzanienne.

M. Jomo Kenyatta :

Parti unique au Kenya arrêtons les manifestations anti-britanniques

M. Jomo Kenyatta, premier ministre du Kenya a annoncé au cours d'une manifestation publique que son pays sera désormais doté d'un parti unique.

D'autre part, M. Kenyatta qui tente de mettre fin aux manifes-

« La société des nations était avant tout un club européen, l'O. N. U. est universel... » déclare U THANT à Rangoon

LA différence de la Société des Nations, l'O.N.U. est bien vivante et active au bout de 19 ans d'existence, a déclaré U Thant dans une allocution prononcée dimanche dernier devant le personnel de l'O.N.U. en Birmanie, où il était arrivé il y a quelques jours et dont il est originaire.

Evoquant la situation mondiale, le secrétaire général de l'O.N.U. a estimé que cette croissance, pour être lente, n'en est pas moins régulière et continue. Il a en outre défini l'Organisation internationale — qui n'est

pas une grande puissance disposant de ses propres forces terrestres, navales et aériennes — comme une accumulation massive de courants d'opinion publique. Selon lui, elle devrait mettre au point un outil efficace pour prévenir la guerre et promouvoir le bien-être social.

« Si la Société des Nations était avant tout un club européen, l'O.N.U. est universelle et le principe de son universalité est contenu dans sa charte », a dit encore le secrétaire général qui, en réponse à une question, a déclaré qu'il n'a pas encore décidé s'il briguera un second mandat. « Il reste encore deux années et demi, a-t-il pour moi et je ne peux dire maintenant quelle décision je prendrai à la fin de mon mandat actuel. Cela dépendra de la situation internationale, a-t-il dit en conclusion. »

Congrès des travailleurs de la R. A. U.

A l'issue du troisième congrès de la fédération des travailleurs de la République Arabe Unie, il a été décidé que l'ouvrier agricole égyptien participera désormais pleinement aux activités syndicales du pays.

Le congrès a insisté notamment sur le développement de la culture des ouvriers. Il demande la création de centres de formation pour les ouvriers appelés à participer à la gestion des entreprises.

Le congrès a demandé également le traitement égal pour les ouvriers des secteurs publics et privés en ce qui concerne les assurances sociales.

tations anti-britanniques à Nairobi a indiqué que l'agression dont il a été victime à Londres était un acte isolé.

« Nous sommes des adultes, a-t-il dit, et nous ne devons pas suivre les pas d'un fou. Mettons un point final à cette affaire ; chaque pays à ses fous. » Ces paroles ont sans doute consolé les britanniques. Car cette marque « d'hospitalité britannique » aurait dû provoquer des incidents regrettables, mais la sagesse de

M. Kenyatta, qui dès son retour a lancé l'appel au calme a mis fin à une campagne anti-britannique qui menaçait d'exclusion le haut-commissaire britannique à Nairobi.

M. Kenyatta, qui dès son retour a lancé l'appel au calme a mis fin à une campagne anti-britannique qui menaçait d'exclusion le haut-commissaire britannique à Nairobi.

Colloque scientifique à New Delhi

Des chercheurs et des travailleurs scientifiques de 22 pays d'Afrique et d'Asie ont com-

mencé lundi à la Nouvelle Delhi un colloque sur le rôle de la science dans le développement des nations.

Le Dr Sarvapalli Radhakrishnan, Président de l'Inde, qui a présidé la séance inaugurale, a déclaré que l'Inde et les autres pays nouvellement indépendants ne pourront élever leur niveau de vie qu'en mettant à profit les découvertes de la science et la technologie.

Ce colloque qui durera quatorze jours groupe les pays suivants : Afghanistan, Algérie,

Ceylan, Congo-Brazzaville, Ethiopie, Ghana, Indonésie, Iran, Irak, Kenya, Liban, Maroc, Nigéria, Népal, Philippines, Soudan, Syrie, Thaïlande, Tunisie, République Arabe Unie, Sud-Vietnam ainsi que trois savants soviétiques.

Fin de la grève des ouvriers agricoles en Guyane britannique

Les travailleurs des plantations de Guyane britannique, après 161 jours de grève, ont repris le travail.

On se souvient que l'ordre de grève avait été lancé par le syndicat des ouvriers agricoles pour exiger des propriétaires des plantations sa reconnaissance. En effet les compagnies britanniques ne reconnaissent que l'association de la main-d'œuvre, syndicat rival de celui des ouvriers agricoles.

Les grévistes ont-ils eu gain de

cause ? En partie seulement les compagnies sucrières, sous certaines conditions ont accepté que les ouvriers reprennent le travail, mais ont refusé qu'un scrutin tranche le conflit entre les deux syndicats.

Le syndicat des ouvriers agricoles ainsi reconnu met fin à une grève qui a, durant six mois, paralysé l'économie d'un pays agité.

On note en effet, que les attentats perpétrés depuis le début de la grève ont fait environ 160 morts.